



La Roquebrussanne

DEPARTEMENT DU VAR

# ARRETE MUNICIPAL PM-185-2023

## Portant Occupation du Domaine Public circulation et autorisation de stationnement

Le Maire de la Roquebrussanne,

**VU** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et L.2122-18.

**VU** le Code de la route, notamment ses articles L.325-1 à L.325-3, L.411-1 et R.411-5, R.411-8 et R.417-10,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var,

**VU** l'arrêté municipal n°2020/081 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3<sup>ème</sup> adjoint, monsieur Jean-Pierre GOJJON,

**VU** l'arrêté municipale n°02/2020 en date du 20 octobre 2020 relatif aux règles de circulation et de stationnement,

**Considérant** la demande formulée le vendredi 21 juillet 2023 par madame Lydie ROCCON de l'entreprise SUEZ pour le compte de la société « ORTEC », concernant des travaux de retrait de racine sis 15 avenue St. Sébastien à la Roquebrussanne,

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous les usagers de la voie publique,

**Considérant** qu'il appartient au Maire de réguler l'utilisation de la voie publique afin d'éviter les conflits d'usages.

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

La société « ORTEC » est autorisée à déroger à la limitation de tonnage dans le cadre de travaux de retrait de racines sis 15 avenue ST. Sébastien à la Roquebrussanne le mercredi 26 juillet 2023 de 08h00 à 18h00 les jours ouvrables. L'entreprise est autorisée à circuler avec des véhicules de type poids-lourd d'un PTAC n'excédant pas 19 tonnes.

### ARTICLE 2 :

Dans le cadre de travaux de retrait de racines, la société « ORTEC » est autorisée à stationner un véhicule de poids de 19T sis 15 avenue ST Sébastien le mercredi 26 juillet 2023 de 08h00 à 18h00.

Par ailleurs, il est rappelé au permissionnaire que certaines contraintes fortuites pourraient interdire le stationnement sans préavis.

Le permissionnaire assurera par tous moyens la sécurité de l'ensemble des usagers. Le stationnement ne devra en aucun cas altérer la circulation des autres usagers.

L'accès devra être libéré rapidement à la vue du passage des véhicules d'urgences.

### ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) sera mise en place par les permissionnaires. **De plus, le permissionnaire organisera une déviation piétonne vers le trottoir opposé afin d'assurer la sécurité continue des piétons.**

**ARTICLE 4 :**

Tout stationnement constaté comme étant gênant donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal d'infraction ainsi qu'à la mise en fourrière du véhicule par la Police Municipale, ou la Gendarmerie Nationale, conformément aux conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 et L417-10 du code de la route.

**ARTICLE 5 :**

L'entreprise « ORTEC » veilleront à préserver les droits des tiers, seront et demeureront entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de son activité. Ils veilleront par tous moyens à la sécurité des usagers.

Ils veilleront à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation.

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en états aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 6 :**

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

**Le présent arrêté n'octroie pas dérogation à l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var.**

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

**ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été déposé.

**ARTICLE 9 :**

Monsieur le Maire de La Roquebrussanne, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 10 :**

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le vendredi 21 juillet 2023

Le Maire  
Michel GROS  
Et par délégation du Maire  
Monsieur Jean-Pierre GOUJON, 3<sup>ème</sup> adjoint

